



Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente... • (Page 07)

Énergies

TotalEnergies investit 10 milliards de dollars en Irak

De retour dans le pays qui l'a vu naître «en 1924», le groupe français Total... • (Page 08)

Etude • (Page 8)

Les banques européennes toujours actives dans les paradis fiscaux

Malgré les révélations scandaleuses des Panama Papers ou encore des LuxLeaks, les pratiques fiscales...



MCC / Mise en œuvre du programme seuil au Togo

• (Page 03)

Etats financiers

Afreximbank affiche une solide performance financière

Afreximbank affiche une solide performance financière et réalise des progrès... • (Page 02)

Evaluation des risques de travail

L'UITA forme les membres de la CSST

L'Union internationale des travailleurs, de l'alimentation, de l'agriculture, hôtellerie restauration, du tabac... • (Page 04)

Métier de l'INTERNET

AfroElite Writer, la formation en rédaction web arrive

Première formation en rédaction web dédiée à la communauté africaine, AfroElite Writer a lieu courant... • (Page 11)

Journée mondiale du Tourisme

A la découverte de la « Sublime Côte d'Ivoire »

En prélude de la 41ème Journée mondiale du Tourisme (JMT) dont elle est, cette... • (Page 06)

TIC et foncier, deux réformes majeures



Opportunités d'affaires

• (Page 04)

Des investisseurs tchèques s'intéressent au Togo

Cours des devises offert par

du Togo **L'économiste**

Devise	Euro	Dollar us	Yen japonais	Livre sterling	Franc suisse	Dollar canadien	Yuan chinois	Dirham Emirats Arabes Unis
Achat	655,957	555,000	5,060	762,750	608,250	439,500	85,500	150,500
Vente	655,957	562,000	5,120	769,750	614,250	446,500	87,000	153,500

Source : BCEAO

Etats financiers

Afreximbank affiche une solide performance financière

Afreximbank affiche une solide performance financière et réalise des progrès significatifs dans ses initiatives stratégiques au cours du premier semestre 2021, malgré l'impact négatif persistant de la pandémie de COVID-19.



● Nicole ESSO

La Banque africaine d'Import-Export (Afreximbank) a publié le 02 septembre 2021 ses états financiers audités pour les six mois se terminant le 30 juin 2021, affichant de solides performances, conformément aux attentes. Les résultats, qui reflètent un bénéfice net de 168,9 millions de dollars US, soit une augmentation de 12 % par rapport aux 150,75 millions de dollars US enregistrés en 2020, ont été obtenus en grande partie grâce à la croissance des revenus d'intérêts et à une baisse de 13 % des charges d'intérêts découlant d'une combinaison de financement rentable. Le total des actifs d'Afreximbank a augmenté de 5,5 % pour atteindre 20,37 milliards de dollars US au 30 juin 2021, contre 19,31 milliards de dollars US au 31 décembre 2020. Cette augmentation est principalement attribuable à la hausse des prêts et avances ainsi que de la trésorerie et des équivalents de trésorerie. Les fonds propres de la Banque ont connu une hausse de 5,1 % pour atteindre 3,54 milliards de dollars US par rapport à la situation au 31 décembre 2020 de 3,37 milliards de dollars US, reflétant le sou-

tien des actionnaires actuels et la forte capacité de génération interne de capital. Denys Denya, Vice-Président exécutif d'Afreximbank chargé des Finances, de l'Administration et des Services bancaires a déclaré que « les six premiers mois de l'année ont été marqués par une dynamique positive, l'économie africaine ayant rebondi après les difficultés rencontrées l'année précédente. En dépit des difficultés persistantes liées à la COVID-19, nous sommes ravis d'avoir enregistré une croissance de 12% de la rentabilité d'une année sur l'autre et clôturé la période dans une situation financière solide. » Selon lui, Afreximbank continue de jouer un rôle important dans la lutte contre la COVID-19 en Afrique. « Après avoir décaissé plus de 6,5 milliards de dollars US par le biais du Dispositif d'atténuation de l'impact de la pandémie sur le commerce (PATIMFA), la Banque soutient également l'achat et le déploiement de 400 millions de doses de vaccin dans les États membres de l'Union africaine (UA) par le biais du Fonds africain pour l'acquisition de vaccins {African Vaccine Acquisition Trust} (AVAT), dont nous sommes l'un des principaux partenaires. L'acquisition des

vaccins par l'AVAT a été rendue possible grâce à une facilité de garantie de 2 milliards de dollars accordée par la Banque. La Banque a également joué le rôle de conseiller financier et de conseiller en matière de transactions, de garant, de fournisseur de facilité de paiement échelonné et d'agent de paiement pour cette facilité », a souligné M. Denya. Pour faciliter et renforcer les ambitions de croissance d'Afreximbank, les actionnaires ont approuvé le lancement, par la Banque, d'une levée de fonds propres de 2,6 milliards de dollars US, qui devrait être entièrement mise en œuvre d'ici le 31 décembre 2023. En outre, Afreximbank a clôturé avec succès, au deuxième trimestre, une émission d'obligations à double échéance de 1,3 milliard de dollars US, soit sa plus longue échéance et la plus grande transaction de la Banque jamais réalisée sur les marchés des capitaux d'emprunt. « Nous sommes convaincus que la situation financière dans laquelle se trouve Afreximbank ainsi que sa trajectoire de croissance, constituent une base solide pour nous permettre d'aider le continent à soutenir son rebond économique au second semestre 2021 », a ajouté M. Denya.

AUX DECIDEURS ...

Moustiques génétiquement modifiés... anti paludisme...

Il a été dit que le paludisme engendre la pauvreté et que la pauvreté engendre le paludisme. C'est la réalité dans de nombreuses régions d'Afrique subsaharienne, où, après des décennies d'initiatives de lutte, il y avait encore quelque 384 000 décès et 188 millions de cas de paludisme en 2019.

La prévention du paludisme dans les pays africains dépend fortement de l'utilisation de moustiquaires imprégnées d'insecticide et de la pulvérisation domestique. Ces efforts, associés à un traitement efficace, ont considérablement réduit le fardeau du paludisme à travers le continent. Mais les progrès ont stagné vers 2015. Dernièrement, certains pays ont signalé une augmentation du nombre de cas.

Une des raisons est la résistance aux insecticides. Ceci est le résultat de l'utilisation à long terme de produits chimiques dans la santé publique et l'agriculture. De nouveaux insecticides sont en cours de développement, mais ils pourraient eux aussi devenir inefficaces – et ils sont chers.

La lutte contre le paludisme doit donc cesser de trop dépendre des insecticides au profit d'options plus durables.

En 2016, un panel de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a conclu que même avec la meilleure utilisation des approches actuelles, il y aurait encore 11 millions de cas de paludisme en 2050. Ce qu'il faut, ce sont des stratégies intégrées à plus long terme pour compléter les méthodes actuelles. Ceux-ci peuvent inclure une gestion environnementale à grande échelle pour réduire la reproduction des anophèles, des maisons à l'épreuve des moustiques, des systèmes de santé plus solides et une éducation du public axée sur la prévention des maladies.

Heureusement, de nouvelles technologies sont également en cours de développement qui pourraient compléter ces stratégies à moindre coût et avec moins d'efforts.

Un exemple particulièrement excitant est la libération de moustiques génétiquement programmés, que nous appelons « moustiques protecteurs ». Lors de l'accouplement avec des moustiques sauvages, ils produisent une progéniture qui est soit incapable de se reproduire, soit incapable de transmettre les parasites du paludisme.

Dans la nature, il existe un phénomène appelé forçage génétique qui opère dans le processus de reproduction. C'est à ce moment qu'un élément génétique est capable d'augmenter les chances qu'il soit hérité par la progéniture.

Les chercheurs adaptent des approches similaires pour créer des méthodes révolutionnaires de contrôle des maladies transmises par les insectes. Ils utilisent des outils d'édition de gènes pour modifier les capacités de certains moustiques et s'assurer que ces capacités sont transmises à la génération suivante. Cela a déjà fait ses preuves dans des contextes expérimentaux.

Contrairement à la modification génétique traditionnelle, le forçage génétique permet une propagation extrêmement rapide des caractéristiques souhaitées. Les moustiques génétiquement programmés pourraient s'emparer des populations sauvages de moustiques vecteurs de maladies en quelques générations seulement, même dans des endroits reculés.

Les travaux d'une équipe de recherche ont montré qu'il existe un soutien pour les technologies de plusieurs groupes de parties prenantes. Mais il y a aussi un certain scepticisme. Cela signifie que davantage d'éducation et d'évaluations des risques sont nécessaires pour éclairer le développement ultérieur de la technologie. Peser les risques et les avantages

Comme pour de nombreuses autres technologies, celle-ci présente des risques perçus ainsi que des avantages potentiels. Ceux-ci doivent être examinés avant qu'une décision finale ne soit prise.

Il existe plus de 3 500 espèces de moustiques. Seuls 50-70 peuvent transmettre le paludisme à l'homme. Souvent, il n'y a que deux ou trois de ces espèces qui dominent la transmission du paludisme dans un pays. Une lutte efficace contre le paludisme peut donc être obtenue en identifiant, en comprenant puis en ciblant une ou deux espèces dominantes au lieu d'essayer de tuer tous les moustiques.

L'approche du forçage génétique ciblerait uniquement les espèces de moustiques sélectionnées sans affecter les organismes non ciblés. C'est pourquoi c'est l'une des méthodes de lutte contre les moustiques les plus respectueuses de la biodiversité.

La recherche a également montré que la plupart des créatures qui s'attaquent aux moustiques anophèles mangent également d'autres espèces d'insectes. Il est donc peu probable que la perte des quelques espèces dangereuses d'anophèles mette en danger l'ensemble des populations de moustiques ou leurs prédateurs naturels. Prochaines étapes

Les pays africains doivent évaluer la technologie et prendre des décisions éclairées sur la façon dont elle peut être utilisée en toute sécurité pour arrêter les millions de cas et les milliers de décès. Une armée de moustiques protecteurs pourrait transformer la lutte contre le paludisme en Afrique.

KPATIDE Komlan

Baromètres Togo			
Référentiel		Sources	
Valeur			
Superficie :	56 600 km²	Populationdata	
Population :	7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale	
Croissance démographique :	2,42 % / an	Populationdata	
Taux de natalité :	33,30 ‰ (2017)	Populationdata	
Taux de mortalité :	6,90 ‰ (2017)	Populationdata	
Espérance de vie :	65,00 ans (2016)	Populationdata	
Déficit budgétaire :	2,1% (2017)	BAD	
Smig :	35 000 FCFA (2012)	CCI	
Effectif des Agents de l'Etat :	44 504 (2015)	Fonctionpublique	
Risque pays (Coface) :	C	COFACE	
Taux de scolarisation :	83%	INSEED	

Pays frontaliers : Ghana, Bénin, Burkina Faso		
Indice de fécondité :	4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés		Sources	
Valeur			
Taux de croissance :	5,1 (2019)	CNC	
Pib/hbt :	672 Dollars US	populationdata	
Taux d'inflation :	1,7 (2019)	CNC	
Balance commerciale :	373.810 millions (2017)	BCEAO	
Dette publique :	72% du Pib (2018)	FMI	
Taux de chômage :	3,4% (2015)	PNUD	
Budget national :	1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF	
Notation financière :	« B » (Mai 2019)	Standard & Poor's	
IDH :	0,503 / 1 (2017)	Populationdata	

MCC / Mise en œuvre du programme seuil au Togo

Les TIC et le foncier, deux réformes majeures

Le Togo est bénéficiaire, depuis 2018, du Threshold, ou programme de seuil, accordé par le Millenium Challenge Corporation (MCC). L'opérationnalisation de ce programme d'entrée du mécanisme d'aide au développement du gouvernement américain permettra au Togo de mettre en œuvre deux réformes majeures sur une période de quatre ans. Il s'agit du renforcement de l'accès aux services des Technologies de l'information et de la communication (TIC) et de la sécurité du régime foncier.

• Joël YANCLO

Le gouvernement togolais a procédé ce 02 septembre 2021 au lancement officiel de la mise en œuvre opérationnelle du programme seuil (Threshold) du Millenium challenge corporation (MCC). L'évènement a connu la présence de l'ambassadeur des Etats-Unis d'Amérique au Togo, de la représentante-résidente de MCC, des responsables de la cellule Millenium challenge account MCA-Togo, de l'équipe de l'Organisation de mise en œuvre Millenium challenge account (OMCA-Togo) et bien d'autres partenaires au développement. Cette cérémonie fait suite à l'entrée en vigueur du programme Treshold marquée par un accord de don 35 millions de dollars (20 milliards de FCFA), lancé en novembre 2020. L'opérationnalisation de ce programme d'entrée du mécanisme d'aide au développement du gouvernement américain permettra au Togo de mettre en œuvre

deux réformes majeures en phase avec la feuille de route gouvernementale, sur une période de quatre ans. La première réforme porte sur le renforcement de l'accès aux services des Technologies de l'information et de la communication (TIC) induisant l'amélioration efficiente des entreprises, la productivité, les investissements et la croissance. La seconde est consacrée à la sécurité du régime foncier en vue de favoriser l'accroissement des investissements dans le secteur agricole et l'accélération de la productivité. Ce nouveau partenariat entre le Togo et les USA est l'une des illustrations d'envergure de la gouvernance économique de notre pays. Le Togo a enregistré des avancées remarquables dans le domaine du foncier avec l'adoption en juin 2018 du code foncier et domanial. Le pays dispose également des instruments légaux visant la protection des données à caractère personnel, la sécurité des données électroniques et numériques.



Un nouveau dynamisme à l'ARCEP

L'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP) a également connu un nouveau dynamisme réaffirmant ainsi son caractère indépendant face aux acteurs du secteur des télécommunications et des bénéficiaires finaux notamment les entreprises. Bien d'autres réformes ambitieuses ont été opérées dans les secteurs prioritaires du pays à savoir les infrastructures économiques, la lutte

contre la corruption, les libertés publiques, les libertés politiques, l'amélioration de l'environnement des affaires, la modernisation de la justice, le renforcement de la sécurité sociale et la digitalisation des services administratifs et financiers. Ces différentes initiatives ont permis au Togo de réaliser des progrès exceptionnels dans le Rapport 2021 de la Millenium challenge corporation (MCC). Sur la carte des scores, le pays a validé 15 indicateurs sur 20 en mettant au moins un indicateur au vert dans chaque catégorie, et se positionne au

deuxième rang des pays les plus réformateurs dans la zone Afrique. Le ministre de l'Economie et des finances, Sani Yaya a saisi l'occasion du lancement pour saluer le leadership du Chef de l'Etat dans la mise en œuvre de ces réformes qui permettront à coup sûr à notre pays d'être éligible au programme Compact dans les toutes prochaines sessions du Conseil d'administration de la Millenium challenge corporation. Le ministre Sani Yaya a remercié, au nom des autorités togolaises, le gouvernement américain pour son

accompagnement dans la réalisation des objectifs de la feuille de route 2020-2025, en lien avec le programme Threshold. Il est à noter que l'équipe de l'Organisation de mise en œuvre Millenium challenge corporation (OMCA-Togo) a pour mission de créer les conditions de réussite de la mise en oeuvre du tout premier accord de don entre le Togo et l'agence américaine d'aide au développement, le MCC. Le MCC est un dispositif conçu par le Congrès américain pour réduire la pauvreté à travers la croissance économique durable dans les pays en voie de développement. Ce programme vient à point nommé au moment où le gouvernement togolais a adopté de nouvelles priorités contenues dans la feuille de route gouvernementale pour la période 2020-2025 avec pour vision de « faire du Togo un Pays en paix, une Nation moderne avec une croissance économique inclusive et durable.



Baromètres Togo

Indicateurs de croissance	2018(e)	2019(e)	2020(e)
PIB (milliards USD)	5,35	5,67	6,24
PIB (croissance annuelle en %, prix constant)	4,7	5,0	5,3
PIB par habitant (USD)	668	691	741
Endettement de l'Etat (en % du PIB)	75,715	70,560	64,775
Taux d'inflation (%)	0,4	1,2	2,0
Balance des transactions courantes (milliards USD)	-0,49	-0,45	-0,44
Balance des transactions courantes (en % du PIB)	-9,2	-8,0	-7,0

Source: FMI - World Economic Outlook Database - Octobre 2018. Note: (e) Donnée estimée

Indicateurs monétaires	2015	2016	2017
Franc CFA BCEAO (XOF) - Taux de change annuel moyen pour 1 EUR	631,22	630,86	657,54

Source : Banque Mondiale - Dernières données disponibles.
Principaux secteurs économiques

Répartition de l'activité économique par secteur	Agriculture	Industrie	Services
Emploi par secteur (en % de l'emploi total)	36,9	17,3	44,9
Valeur ajoutée (en % du PIB)	41,8	17,0	29,8
Valeur ajoutée (croissance annuelle en %)	7,3	2,1	3,3

Source : Banque Mondiale - Dernières données disponibles.
Les IDE en chiffres

	Togo	Sub-Saharan Africa	Etats-Unis	Allemagne
Index de transparence des transactions*	7,0	5,0	7,4	5,0
Index de responsabilité des managers**	1,0	4,0	8,6	5,0
Index de pouvoir des actionnaires***	5,0	5,0	9,0	5,0

Source : Doing Business - Dernières données disponibles. Note: *Plus l'index est grand, plus les transactions sont transparentes. **Plus l'index est grand, plus les managers sont personnellement responsables. *** Plus l'index est grand, plus les actionnaires ont le pouvoir de défendre leur droit. **** Plus l'index est grand, plus la protection des actionnaires est importante.

Opportunités d'affaires

Des investisseurs tchèques s'intéressent au Togo

Une mission d'exploitation et de concertation des hommes d'affaires tchèques conduite par Ivo Běhan, président du conseil supérieur de l'Association des Petites et Moyennes Entreprises, Industries et des Experts Financiers et président d'honneur du groupe SAIGE-Internationale a échangé avec Kodjo Adédzé, Ministre du Commerce, de l'industrie et de la consommation locale du 27 Août au 3 Septembre 2021 à Lomé, sur les domaines porteurs pour une collaboration fructueuse.

● Bernard AFAWOUBO

La stabilité politique et économique du Togo séduit les entreprises tchèques qui sont prêtes à investir dans le pays. C'est dans ce cadre qu'une mission d'exploration et de concertation des hommes d'affaires tchèques conduite par Ivo Běhan, président du conseil supérieur de l'Association des Petites et Moyennes Entreprises, Industries et des Experts Financiers et président d'honneur du groupe SAIGE-Internationale a séjourné du 27 Août au 3 Septembre 2021 à Lomé. Au cours de son séjour Ivo Běhan a échangé avec Kodjo Adedze, ministre du Commerce, de l'Industrie et de la consommation locale sur les domaines porteurs pour une collaboration fructueuse. De façon précise, les hommes d'affaires tchèques envisagent d'investir, de transférer les technologies tchèques au Togo et de jumeler les communes tchèques et togolaises. Dans la politique d'ouverture de la République Thèque sur l'Afrique, le Togo est la deuxième destination après la Centrafrique où il était question de la signature d'une convention, pour la création d'une banque postale et d'investissements. Les réformes économiques



opérées par le gouvernement suscitent d'énormes intérêts d'investissement. A en croire Ivo Běhan, président d'honneur du groupe SAIGE-Internationale, le choix du Togo se justifie par la stabilité politique et économique du pays. « Nous avons choisi de collaborer avec les entreprises togolaises, parce que le Togo, est un pays économiquement et politiquement stable. Dans le cadre de notre mission, nous avons échangé avec le ministre du commerce avec qui nous avons eu des échanges très fructueux sur notre prochaine collaboration », a-t-il déclaré. « Notre objectif est de parvenir à faire un mariage entre les entreprises togolaises et plus de 100.000 entreprises tchécoslovaques pour accompagner le développement du Togo. Nous sommes dans plusieurs domaines notamment l'agriculture, l'agroalimentaire,

les mines, le transport et bien d'autres », a indiqué Ivo Běhan. Et d'expliquer que « L'objectif c'est que la République Tchèque ne connait pas trop l'Afrique. C'est pourquoi il a décidé de faire ses premiers pas au Togo. Aujourd'hui, les entreprises Tchèques sont prêtes à faire un jumelage avec leurs homologues togolaises dans tous les domaines même prêtes à faire des transferts de technologie ». Il a par ailleurs précisé que les jalons sont déjà posés pour l'entame d'une collaboration réussie et que les discussions sont porteuses d'espoir puisqu'elles ont été franches, sincères et positives. Plusieurs domaines d'activités économiques seront pris en compte par les investissements tchèques notamment l'industrie, la technologie, l'agrobusiness, l'énergie.

Création de logo

L'Agence Nationale de la Cybersécurité veut se doter d'une identité visuelle

L'Agence nationale de la Cybersécurité (ANCy) veut se doter d'une identité visuelle. Elle a lancé en ce sens jeudi, un concours de création de logo.

Des Togolais âgés de plus de 18 ans à titre individuel ou collectif peuvent candidater jusqu'au 13 septembre 2021 et ainsi, espérer décrocher une récompense d'une valeur de 1,5 millions FCFA pour le premier prix. Les deux autres candidats qui vont fermer le trio de tête des lauréats vont

empocher respectivement des enveloppes de 500 000 FCFA et de 300 000 FCFA. Notons que l'ANCy est la principale autorité togolaise en matière de sécurité et de défense des systèmes d'information au niveau national. Elle a été créée. Sa création en février 2019, s'inscrit d'après les autorités

togolaises, dans le cadre de « la mise en œuvre de la stratégie nationale de développement des TIC visant la réforme du cadre juridique et surtout institutionnel en vue d'assurer un renforcement de la sécurité et de la confiance dans le domaine du numérique ».

Avec Togo First

Evaluation des risques de travail

L'UITA forme les membres de la CSST

L'Union internationale des travailleurs, de l'alimentation, de l'agriculture, hôtellerie restauration, du tabac des branches connexes (UITA-Togo) a tenu à l'endroit des membres des Comités de sécurité et santé au travail (CSST), le 4 septembre 2021 à Lomé, une formation sur la conduite des visites sur les lieux de travail.

● Eyram AKAKPO

La rencontre axée sur le thème « La fiche de l'UITA : outil efficace pour la réussite des visites des lieux de travail », a pour objectif de mettre en œuvre un outil efficace pour une bonne conduite des visites sur les lieux de travail. Selon le Coordonnateur des projets UITA-Togo Yawovi Bissilliou Alawoe, Il s'agira pour les participants de s'approprier au terme de cet atelier les outils et de l'utiliser en bon escient. En effet, l'UITA depuis plusieurs années lutte pour la bonne condition de travail dans les sociétés. « Ce thème a été choisi parce que l'UITA œuvre depuis des années pour que les travailleurs et travailleuses bénéficient de bonnes conditions de santé de travail au niveau de leur société. Pour qu'on puisse éviter les accidents de travail, les maladies professionnelles, il va falloir identifier les dangers sur les lieux de travail, évaluer les risques pour pouvoir les prévenir. Et la visite des lieux de travail constitue un des moyens de ces préventions », a déclaré la Coordonnatrice Projet-Femme de l'UITA, Emilie Viho. Le formateur Dr Dadjo Soukouna, Médecin de



travail, insistant sur l'évaluation des risques sur les lieux de travail, a indiqué qu'elle « est la première étape en matière de prévention. Elle nous permet de voir quels sont les défauts, quels sont les dangers, quelles sont les nuisances dans notre entreprise. Ça nous permet de faire l'inventaire de tout ce qui est danger et de pouvoir se préparer pour faire face à la prévention. » « L'évaluation des risques est prévue par la loi. Au titre 7 du code de travail du Togo au niveau des articles 175, 178 et 194. Il y a des textes qui prévoient qu'il faut avoir des services de sécurité au travail », a laissé entendre Dr Dadjo Soukouna, qui précise que « l'UITA-Togo est sur la bonne marche par rapport à la prévention. Elle regroupe de temps en temps ses membres

pour des thèmes sur la sécurité santé au travail. On leur souhaite de continuer ces sensibilisations ». Il faut souligner que l'Union internationale des travailleurs, de l'alimentation, de l'agriculture, hôtellerie restauration, du tabac des branches connexes (UITA), est une fédération internationale de syndicats représentant les travailleurs employés dans l'agriculture et les plantations, la préparation et la fabrication des aliments et boissons, les hôtels, les restaurants et services de restauration et toutes les étapes de transformation du tabac. Elle est composée de 389 organisations affiliées dans 125 pays représentant un effectif combiné de l'ordre de 2,6 millions de travailleurs.

Sécurité alimentaire

Plus de 650 millions FCFA pour 5 pays africains

La Corée du sud a octroyé 1,2 million de dollars, soit environ 667 millions de FCFA au Programme alimentaire mondiale (PAM), le 30 août 2021, pour renforcer la sécurité alimentaire dans cinq pays africains. Il s'agit notamment de l'Ethiopie, du Nigéria, du Madagascar, du Burkina Faso et du Soudan du Sud.

En raison du changement climatique, de la Covid-19 et du manque d'accès à l'eau, les populations du sud de Madagascar sont confrontées à des niveaux sans précédent d'insécurité alimentaire et de malnutrition », a déclaré Chris Nikoi, directeur régional du PAM pour l'Afrique de l'ouest. Selon un rapport de l'Organisation des nations unies (ONU), la plus



forte augmentation due à la pandémie a été observée en Afrique, où on estime que 21% de la population est sous-alimentée, soit plus du

double de la prévalence de n'importe quelle autre région du monde. Le Programme alimentaire mondiale (PAM) intervient dans plus de 80 pays pour nourrir des millions de personnes touchées par les conflits et les catastrophes et surtout pour instaurer les bases d'un avenir meilleur.

Avec togobusinessnews.com

Baromètres Togo			
Investissement Direct Etranger	2016	2017	2018
Flux d'IDE entrants (millions USD)	-46	88	102
Stocks d'IDE (millions USD)	1.474	1.772	1.790
Nombre d'investissements greenfield***	2	1	2
IDE entrants (en % de la FBCF****)	21,0	n/a	n/a
Stock d'IDE (en % du PIB)	39,7	n/a	n/a

Indicateurs du commerce extérieur	2015	2016	2017
Importations de biens (millions USD)	2.127	2.382	2.527
Exportations de biens (millions USD)	1.227	1.290	1.138
Importations de services (millions USD)	n/a	397	n/a
Exportations de services (millions USD)	n/a	530	n/a
Importations de biens et services (croissance annuelle en %)	13,7	-3,5	3,7
Exportations des biens et services (croissance annuelle en %)	0,2	5,2	0,4
Balance commerciale (hors services) (millions USD)	-1.033	n/a	n/a
Commerce extérieur (en % du PIB)	109,8	105,6	100,0
Importations de biens et services (en % du PIB)	67,6	62,8	59,5
Exportations des biens et services (en % du PIB)	42,2	42,8	40,5

Source : CNUCED - Dernières données disponibles. Note : * L'indicateur de Performance de la CNUCED est basé sur un ratio entre la part du pays dans le total mondial des IDE entrants et sa part dans le PIB mondial. ** L'indicateur de Potentiel de la CNUCED est basé sur 12 indicateurs économiques et structurels tels que le PIB, le commerce extérieur, les IDE, les infrastructures, la consommation d'énergie, la R&D, l'éducation, le risque pays. *** Les investissements greenfield correspondent à la création de filiales ex-nihilo par la maison mère. **** La formation brute de capital fixe (FBCF) est un indicateur mesurant la somme des investissements, essentiellement matériels, réalisés pendant une année.

Source : OMC - Organisation Mondiale du Commerce ; Banque Mondiale, dernières données disponibles



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation et l'agriculture

APPEL A CANDIDATURES POUR RECRUTEMENT DE CONSULTANT NATIONAL

- La Représentation de l'Organisation des Nations-Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture au Togo (FAO-Togo) lance un appel à candidature pour le recrutement de consultants nationaux dans le cadre de la mise en œuvre du projet TCP/TOG/3803 : Renforcement de reboisement et appui à la restauration des paysages forestiers au Togo.
- Les TDR de missions de chaque consultant sont précisées selon les postes suivant :
 - Un (e) consultant (e) national (e) spécialiste en sylviculture,
 - Un (e) consultant (e) national (e) spécialiste en cartographie et SIG,
 - Un (e) consultant (e) national (e) juriste de l'environnement et du foncier,
 - Un (e) consultant (e) national (e) spécialiste en statistiques agricoles ou forestières
- Toute personne intéressée est priée d'envoyer son dossier à l'adresse FAO-TG@fao.org en précisant le poste de consultant pour lequel il postule. Le dossier de candidature devra comprendre :
 - Un CV actualisé,
 - Une lettre de motivation,
 - Une copie du diplôme correspondant au profil recherché,
 - Une note méthodologique d'intervention du consultant.
- La sélection des candidats se fera sur la base de la qualité du dossier reçu uniquement par voie électronique avant le **vendredi 24 septembre 2021**. Les candidatures féminines sont fortement encouragées.

NB : Seuls les meilleurs candidats présélectionnés sur la base des dossiers soumis seront contactés pour la suite du processus de recrutement.

MANDAT DES CONSULTANTS

Nom:	
Intitulé du poste :	CONSULTANT (E) NATIONAL (E) SPÉCIALISTE EN FORESTIERIE
Division/Département:	Représentation de la FAO au Togo
Programme/Projet N°:	TCP/TOG/3803 : Renforcement de reboisement et appui à la restauration des paysages forestiers au Togo
Lieu:	Lomé et autres localités du Togo
Date d'affectation prévue (date de début):	Octobre 2021 Durée: 60 jours
Supérieur hiérarchique:	Nom: M. Mphumuzi Sukati Titre: Représentant de la FAO au Togo par intérim

DESCRIPTION GÉNÉRALE DES TÂCHES CONFIEES ET DES OBJECTIFS À ATTEINDRE

Mandat : Sous l'autorité générale du Représentant de la FAO et la supervision technique du chargé de programme de la FAO au Togo et du LTO du projet et en étroite collaboration avec le Coordonnateur National du projet, le Consultant national Forestier sera chargé d'apporter un appui technique dans la réalisation des activités du projet en ce qui concerne la production de plants et les activités sylvicoles. Pour ce faire il sera chargé, entre autres, des tâches suivantes :

- Elaborer un document illustré des modules de formation à l'attention des agents forestiers et des pépiniéristes sur les techniques de production de plants, les opérations sylvicoles, le suivi des activités de reboisement et la recherche et collecte de graines et semences ;
- Animer, en collaboration avec d'autres formateurs identifiés parmi les cadres du MERF, des sessions de formation sur les modules élaborés ;
- Elaborer les spécifications techniques des acquisitions à faire au profit des pépiniéristes et coopératives,
- Apporter un appui technique aux Coopérative et mairies dans la mise en place de pépinière et de production de plants
- Apporter un appui au consultant juriste dans l'élaboration des contrat et documents juridiques,
- Apporter un appui technique au consultant en cartographie dans l'élaboration des cartes des terres forestières

PRINCIPAUX INDICATEURS DE RÉSULTATS

- Document de formation en production des plants et suivi des opérations sylvicoles ;
- Rapport des sessions de formation en technique de production des plants ;
- Document de spécification techniques des acquisitions pour la production de plants.
- Rapports de mission et d'appui aux acteurs du projet

Date d'achèvement
prescrite : 31
juillet 2022

COMPÉTENCES REQUISES

Le (la) Consultant (e) devra :

- avoir un diplôme d'études universitaires de niveau BAC + 5 minimum en foresterie, botanique, environnement, ou toute autre formation similaire répondant aux exigences de la mission et justifier de dix (10) ans d'expériences professionnelles dans la réalisation des missions similaires
- avoir une bonne connaissance du secteur de la foresterie et disposer d'une grande capacité de communication et de rédaction de rapport de portée nationale ;
- avoir une bonne maîtrise de l'information, de la communication en français et une bonne aptitude à coordonner et travailler en équipe.

Nom:	
Intitulé du poste ou de la tâche:	CONSULTANT (E) NATIONAL (E) EN CARTOGRAPHIE ET SIG
Division/Département:	Représentation de la FAO au Togo
Programme/Projet N°:	TCP/TOG/3803 : Renforcement de reboisement et appui à la restauration des paysages forestiers au Togo
Lieu:	Lomé et autres localités du Togo
Date d'affectation prévue (date de début):	Octobre 2021 Durée: 45 jours
Supérieur hiérarchique:	Nom: M. Mphumuzi Sukati Titre: Représentant de la FAO au Togo par intérim

DESCRIPTION GÉNÉRALE DES TÂCHES CONFIEES ET DES OBJECTIFS À ATTEINDRE

Mandat : Sous l'autorité générale du Représentant de la FAO et la supervision technique du chargé de programme de la FAO au Togo et du LTO du projet et en étroite collaboration avec la Coordination Nationale du projet, le Consultant national en cartographe et SIG sera chargé de réaliser la cartographie des sites de reboisement dans les 39 préfectures du Togo. Plus spécifiquement, il sera chargé, entre autres, des tâches suivantes :

- Animer une formation de 40 heures en utilisation de GPS et cartographie sous SIG (en utilisant un logiciel libre) à l'attention des points focaux du projet et des cadres des services techniques du MERF ;
- Appuyer la réalisation des missions de collecte des données cartographiques des sites de reboisement dans les 5 régions en collaboration avec les points focaux régionaux;
- Elaborer un Atlas des sites retenus dans chaque préfecture pour le reboisement;
- Participer à la validation du document de cartographie et de programmation du reboisement par préfecture ;

PRINCIPAUX INDICATEURS DE RÉSULTATS

- Rapport de formation en technique en cartographie et SIG ;
- Rapport des missions de collecte des données et
- Atlas des sites de reboisement.
- Rapport de fin de mission de consultation

Date d'achèvement
prescrite : octobre 2022

COMPÉTENCES REQUISES

Le (la) Consultant (e) devra :

- avoir un diplôme d'études universitaires de niveau BAC + 5 minimum en géomatique spécifiquement en télédétection et SIG, ou toute autre formation similaire répondant aux exigences de la mission ;
- avoir au moins, dix (10) ans d'expériences professionnelles dans la réalisation des cartographies de portée nationale dans le domaine de la foresterie et de l'agriculture ;
- avoir une bonne maîtrise des outils de télédétection et des systèmes d'information géographique (SIG) ;
- avoir une bonne connaissance du secteur de la foresterie ;
- avoir une grande capacité de communication et de rédaction de rapport de portée nationale ;
- avoir une bonne maîtrise de l'information, de la communication en français et une bonne aptitude à coordonner et travailler en équipe.

Nom:	
Intitulé du poste ou de la tâche:	CONSULTANT (E) NATIONAL (E) EN STATISTIQUE AGRICOLE OU FORESTIERE
Division/Département:	Représentation de la FAO au Togo
Programme/Projet N°:	TCP/TOG/3803 : Renforcement de reboisement et appui à la restauration des paysages forestiers au Togo
Lieu:	Lomé et autres localités du Togo
Date d'affectation prévue (date de début):	Octobre 2021 Durée: 30 jours
Supérieur hiérarchique:	Nom: M. Mphumuzi Sukati Titre: Représentant de la FAO au Togo par intérim

DESCRIPTION GÉNÉRALE DES TÂCHES CONFIEES ET DES OBJECTIFS À ATTEINDRE

Mandat : Sous l'autorité générale du Représentant de la FAO et la supervision technique du chargé de programme de la FAO au Togo et en étroite collaboration avec la Coordination Nationale du projet, le Consultant national en statistique sera chargé de mettre en place une base de données simple et facile à usage pour la collecte des données et information et le suivi de la production des plants et le reboisement au Togo.

Plus spécifiquement, il sera chargé, entre autres, des tâches suivantes :

- Concevoir, en collaboration avec la coordination du projet et la FAO, une grille simple de collecte de donnée sur le suivi du reboisement et de la production de plants à déployer sur Kobo Tools et à utiliser sur des Smartphones ou tablettes ;
- Animer une formation en ligne (ou en en présentiel) à l'attention des forestiers sur l'utilisation de smartphone pour collecter les données et les envoyer sur un serveur dédié (de la DSID par exemple);
- Former une équipe de la DRF sur l'accès et le traitement des données collectés sur le terrain par les agents forestiers ;
- Rédiger un rapport statistique sur le reboisement et la production de plants pour la campagne 2022 en mettant en exergue les réalisations par commune et par préfecture ;

PRINCIPAUX INDICATEURS DE RÉSULTATS

- Questionnaires déployés sur Kobo Tools et mis sur serveur,
- Rapport de formation en collecte de donnée ;
- Rapport annuel de reboisement et de production des plants.

Date d'achèvement
prescrite : octobre 2022

COMPÉTENCES REQUISES

Le (la) Consultant (e) devra :

- avoir un diplôme d'études universitaires de niveau BAC + 3 minimum en statistique agricole ou forestière et maîtriser les enquête numérique et le déploiement de questionnaires sur Kobo Tool
- avoir au moins, cinq (5) ans d'expériences professionnelles dans les enquêtes statistiques appliquée à la foresterie ou à l'agriculture et disposer d'une grande capacité de communication et de rédaction de rapport de portée nationale ;
- avoir une bonne maîtrise de l'information, de la communication en français et une bonne aptitude à coordonner et travailler en équipe.

Nom:	
Intitulé du poste ou de la tâche:	CONSULTANT (E) NATIONAL (E) JURISTE DE L'ENVIRONNEMENT OU DU FONCIER
Division/Département:	Représentation de la FAO au Togo
Programme/Projet N°:	TCP/TOG/3803 : renforcement de reboisement et appui à la restauration des terres au Togo
Lieu:	Lomé et toutes les Régions
Date d'affectation prévue (date de début):	Octobre 2021 Durée: 30 jours
Supérieur hiérarchique:	Nom: M. Mphumuzi Sukati Titre: Représentant de la FAO au Togo par intérim

DESCRIPTION GÉNÉRALE DES TÂCHES CONFIEES ET DES OBJECTIFS À ATTEINDRE

Mandat : Sous l'autorité générale du Représentant de la FAO et la supervision technique du chargé de programme de la FAO au Togo et du LTO du projet au Bureau Régional de la FAO pour l'Afrique (RAF) et en étroite collaboration avec la Coordination Nationale du projet, le Consultant national juriste environnementaliste sera chargé d'élaborer des accords types de production de plants entre le MERF et une coopérative de production de plants. Plus spécifiquement, il sera chargé, entre autres, des tâches suivantes :

- Elaborer des conventions types entre le MERF et les coopératives de production de plants ;
- Apporter un appui technique pour élaborer un Accord-cadre entre le MERF et les reboiseurs privé au Togo dans le cadre de l'ambition gouvernementale
- Proposer un contrat type de mise à disposition de terre par une collectivité pour le reboisement par un Promoteur ;

PRINCIPAUX INDICATEURS DE RÉSULTATS

- Accord-cadre entre le MERF et les reboiseurs privé
- Conventions types de production de plants
- Draft de projets de textes réglementaires des coopératives

Date d'achèvement
prescrite : mars 2022

COMPÉTENCES REQUISES

Le (la) Consultant(e) devra :

- avoir une formation universitaire (BAC+5 au moins) en droit public avec une expertise dans le domaine de la foresterie et une connaissance sur la thématique de l'organisation institutionnelle ;
- avoir une connaissance avérée dans la gestion des coopératives ;
- être familiarisé avec les concepts de l'environnement, de la foresterie, du foncier rural et de l'organisation institutionnelle et avoir au moins, dix (10) ans d'expériences professionnelles ;
- avoir élaboré au moins une fois des chartes ou conventions relatives à la gestion des ressources forestières ;
- avoir une bonne maîtrise du français, des technologies de l'information et de la communication et une bonne capacité rédactionnelle ;
- disposer d'une bonne aptitude à travailler en équipe et des connaissances sur les réalités du secteur de la foresterie au Togo.

Journée mondiale du Tourisme

A la découverte de la « Sublime Côte d'Ivoire »

En prélude de la 41ème Journée mondiale du Tourisme (JMT) dont elle est, cette année, le pays-hôte et organisateur, la Côte d'Ivoire organise une série d'activités de découvertes et de promotion du patrimoine de la destination ivoirienne à travers la « Quinzaine touristique ivoirienne », du 7 au 22 septembre.

● Joël YANCLO

Top-départ de la « Quinzaine touristique ivoirienne ». A l'occasion, de la 41ème Journée mondiale du Tourisme (JMT), le Ministère du Tourisme et des Loisirs ivoirien entend faire connaître et reconnaître la richesse et la diversité de l'offre culturelle et touristique existante sur l'ensemble du territoire et à en révéler les trésors cachés en organisant une véritable immersion au cœur de la « Sublime Côte d'Ivoire ». La Quinzaine touristique ivoirienne s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie gouvernementale « Sublime Côte d'Ivoire » dont l'ambition est, pour l'État de Côte d'Ivoire, de développer et promouvoir l'ensemble de son potentiel touristique. Pour ce faire, le Ministère du Tourisme et des Loisirs ivoirien s'attache à valoriser le patrimoine culturel et touristique de la Côte d'Ivoire et à dynamiser son offre en loisirs. Ceci dans un contexte mondial du tourisme marqué par la pandémie de la Covid-19 qui a profondément bouleversé le secteur.

« Le tourisme pour une croissance inclusive »

A la veille d'une 41e Journée mondiale du Tourisme qui



aura pour thème officiel « Le tourisme pour une croissance inclusive », la Quinzaine touristique ivoirienne participe à la stratégie d'attractivité et de développement économique de la Côte d'Ivoire. Elle est ouverte à l'ensemble des populations, des personnes à titre individuel aux publics Investisseurs, Professionnels et Entreprises – faitières, artisans, restaurateurs, voyageurs, transporteurs... Désireux de faire émerger des « champions nationaux », le Ministère du Tourisme et des Loisirs soutiendra tout particulièrement les start-up et entrepreneurs innovants et digitaux actifs dans le secteur du tourisme. Il s'engage, en ce sens, à faciliter leur mise en relation avec des investisseurs. Les atouts touristiques de la Terre d'Eburnie sont multiples. Seront notamment à (re)découvrir les œuvres architecturales telles que les mosquées de style soudanais récemment inscrites au patrimoine mondial de l'Unesco ; le patrimoine culturel avec les nombreuses danses tra-

ditionnelles et autres trésors du royaume Akan ; le patrimoine naturel avec les cascades de Man, les piscines naturelles de Tabaoulé ; ou encore l'agrotourisme au cœur du pays du cacao.

Positionner la Côte d'Ivoire parmi le Top 5 des pays à fort potentiel touristique

« La stratégie « Sublime Côte d'Ivoire » a pour ambition première de positionner la Côte d'Ivoire parmi le Top 5 des pays à fort potentiel touristique à l'échelle du continent. Le tourisme représente une force économique de premier ordre qui peut être orientée au service de la lutte contre la pauvreté. Tant il est vrai que le tourisme est l'un des secteurs les plus diversifiés, il constitue une plateforme de services, en fournissant des emplois directs et indirects » précise M. Siandou FOFANA, Ministre du Tourisme et des Loisirs de l'État de Côte d'Ivoire.

Sénégal

La BID met en œuvre 80 projets d'une valeur de 2,6 milliards USD

Le groupe de la Banque islamique de développement (BID) met en œuvre, au Sénégal, 80 projets de développement d'une valeur de 2,6 milliards USD, selon une annonce faite par son président, Dr Bandar Hajjar, sur le site web de l'institution.

Le groupe, précise la même source, a achevé la réalisation de 143 opérations d'une valeur d'un milliard de dollars, ce qui porte le montant total des projets de la banque au Sénégal à 3,6 milliards, dont 2,4 milliards au titre de projets financés par la banque. « D'autres membres affiliés au groupe ont apporté au pays des contributions conséquentes. Il s'agit notamment de la Société internationale islamique de financement du commerce (740 millions), de la Société islamique pour le développement du secteur privé (147 millions), et d'autres sources (311 millions) », lit-on sur le site de la BID. Les secteurs ayant reçu le plus de financements de la banque sont l'énergie, les transports, l'agriculture, l'eau et l'assainissement, la finance, l'industrie et les mines, la santé, l'éducation et l'administration publique. A noter que l'institution accompagne également Dakar



● Dr Bandar Hajjar, président du groupe de la Banque islamique de développement

dans le cadre de ses efforts pour faire face aux effets de la Covid-19. D'ailleurs, le président Bandar Hajjar avait déjà tenu une réunion virtuelle avec le ministre sénégalais de l'Economie, du Plan et de la Coopération, Amadou Hott, au cours de laquelle les deux responsables ont abordé le soutien du groupe au pays face à la pandémie. L'enveloppe approuvée à cet égard, précise-

t-on, s'élève à 133 millions USD dont 5,52 millions en appui au projet de l'Institut Pasteur de Dakar, 43,34 millions pour le projet de renforcement des capacités du secteur de la santé, et 84 millions pour la distribution de paniers alimentaires à environ un million de familles, soit quelques huit millions de personnes.

Avec financialafrik.com

Afrique

Les forêts de montagne captent plus de carbone que la forêt d'Amazonie

Si rien n'est fait, la forêt du bassin du Congo pourrait bientôt émettre beaucoup plus de CO2 qu'elle n'en capte. Selon les résultats d'une étude scientifique menée dans les forêts tropicales africaine et américaine, la mortalité excessive des arbres, provoquée par la sécheresse et l'action de l'homme, libère une quantité considérable de gaz à effet de serre dans l'atmosphère. Une quantité de gaz qui sera bientôt supérieure à celle absorbée par les forêts, mettant ainsi en péril, les accords de Paris sur le climat.

C'est une étude qui vient changer la perception que l'on avait jusqu'ici des forêts montagnardes d'Afrique. Des chercheurs britanniques et rwandais ont évalué les capacités d'absorption de 44 forêts de montagne dans 12 pays africains. Il ressort de cette étude que le potentiel des forêts montagnardes africaines serait, en réalité de 150 tonnes par hectare, soit deux fois plus que l'analyse des climatologues. Dans un rapport publié en 2019, les experts du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec) donnaient un stockage d'environ 89 tonnes par hectare pour les forêts africaines. « Si les forêts africaines captent autant de carbones, il se pourrait que ce soit grâce aux éléphants et autres herbivores. En effet, les animaux de grandes tailles mangent les herbes hautes, laissant ainsi de grands espaces pour



que poussent les gros arbres. Cependant, il faudra des études plus poussées pour en avoir la certitude » explique Aida Cuni-Sanchez, écologiste des forêts tropicales de l'Université de York au Royaume-Uni.

Les forêts de montagne sont toutefois menacées en Afrique

En levant le voile sur les grandes capacités d'absorption des forêts africaines, l'étude prouve que la forêt Amazonienne n'est pas la seule qu'il faille protéger. Les forêts africaines jouent elles-aussi un rôle essentiel dans la lutte contre le réchauffe-

ment climatique. Cependant, les scientifiques déplorent la déforestation d'origine humaine sur le continent. Depuis le début du 21e siècle, l'Afrique a perdu environ 0.8 million d'hectares de forêts, principalement en Éthiopie, Ouganda, en Côte d'Ivoire ou en République Démocratique du Congo (RDC). Cela équivaut à rejeter plus de 450 millions de tonnes de CO2 dans l'atmosphère. Si les forêts africaines ne sont pas plus protégées dans les années à venir, le continent pourrait perdre encore 0.5 million d'hectares supplémentaires.

Avec Afrik21

Parcours de la quinzaine du tourisme :

1- « Merveilles et traditions sur la route des rois » (9 au 14 septembre) :
Itinéraire : Abidjan – Adzopé – Abengourou – Agnibilékrou – Bondoukou – Bouna – Abidjan

2- « Évasion entre cultures et religions » (10 au 17 septembre) :
Itinéraire : Abidjan - Yamoussoukro - Bouaké - Katiola - Ferké- Korhogo - Abidjan

3- « Escapade écologique sur la route des éléphants » (11 au 17 septembre)
Itinéraire : Abidjan – Bouaflé – Daloa – Duékoué – Man – Guiglo – Taï – Abidjan

4- « Divertissement entre balnéaire et traditions » (15 au 19 septembre)
Itinéraire : Abidjan – Jacqueville Dabou Grand Lahou

5- « Voyage au cœur du cacao » (15 au 21 septembre)
Itinéraire : Abidjan – Tiassalé – Divo - Gagnoa – Soubré – San-Pédro – Abidjan

6- « Au paradis entre mer et nature » (18 au 22 septembre)
Itinéraire : Abidjan – Aboisso – Krindjabo – Adiaké – Assinie – Bonoua – Bassam – Abidjan

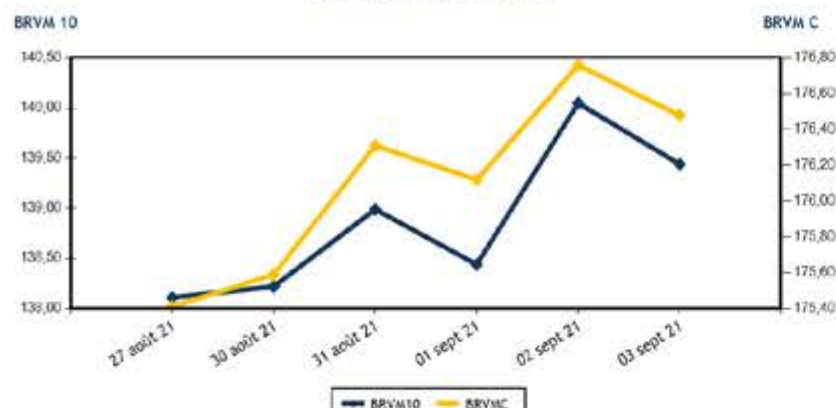
7- « Abidjan Tourism Days » (17 au 19 septembre)



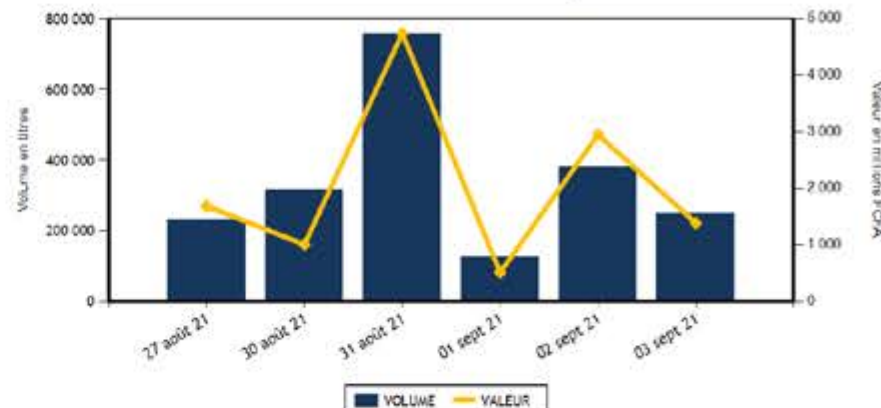
BRVM 10	139,44		BRVM Composite	176,48
Variation Jour	-0,44 %		Variation Jour	-0,16 %
Variation annuelle	6,54 %		Variation annuelle	21,40 %

BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE
 N° 170 vendredi 3 septembre 2021 Site : www.brvm.org

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	5 311 226 109 441	-0,16 %
Valeur échangée (Actions & Droits)	145 047	5,18 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	348 442 056	-30,89 %
Nombre de titres transigés	42	0,00 %
Nombre de titres en hausse	12	-33,33 %
Nombre de titres en baisse	13	-13,33 %
Nombre de titres inchangés	17	88,89 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
NEI-CEDA CI (NEIC)	565	6,60 %	145,65 %
BICI CI (BICC)	6 500	4,84 %	-2,69 %
SOGB CI (SOGC)	4 250	3,66 %	80,85 %
SMB CI (SMBC)	6 870	3,23 %	123,05 %
SAPH CI (SPHC)	3 950	2,60 %	182,14 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	7 088 455 209 001	0,08 %
Valeur échangée	104 410	-57,07 %
Valeur transigée (FCFA)	1 039 939 000	-57,52 %
Nombre de titres transigés	8	-33,33 %
Nombre de titres en hausse	3	-25,00 %
Nombre de titres en baisse	2	0,00 %
Nombre de titres inchangés	3	-50,00 %

PLUS FORTES BAISSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
PALM CI (PALC)	5 000	-3,66 %	122,22 %
CFAO MOTORS CI (CFAC)	805	-3,59 %	123,61 %
ONATEL BF (ONTBF)	4 000	-1,96 %	39,62 %
CIE CI (CIEC)	2 005	-1,96 %	33,67 %
NSIA BANQUE COTE D'IVOIRE (NSBC)	4 900	-1,80 %	-18,33 %

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	12	85,33	0,39 %	135,39 %	65 683 500	20,48
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	444,50	-0,43 %	8,29 %	15 142 105	7,87
BRVM - FINANCES	15	64,77	0,00 %	7,97 %	199 077 271	13,73
BRVM - TRANSPORT	2	581,55	0,21 %	53,57 %	8 193 555	9,71
BRVM - AGRICULTURE	5	195,44	0,90 %	125,84 %	50 609 540	12,83
BRVM - DISTRIBUTION	7	319,37	-1,31 %	41,05 %	9 496 325	19,64
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	808,19	1,55 %	133,93 %	239 760	3,79
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen du marché	11,55	
Taux de rendement moyen du marché	6,74	
Taux de rentabilité moyen du marché	7,85	
Nombre de sociétés cotées	46	
Nombre de lignes obligataires	95	
Valeur moyenne annuelle par séance	250 197,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	1 450 694 167,54	

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Ratio moyen de liquidité	2,77	
Ratio moyen de satisfaction	42,77	
Ratio moyen de tendance	1 544,37	
Ratio moyen de couverture	6,48	
Taux de rotation moyen du marché	0,01	
Prime de risque du marché	2,76	
Nombre de SGI participantes	28	

Définitions

Volume moyen annuel par séance
Valeur moyenne annuelle par séance
Ratio moyen de liquidité
Ratio moyen de satisfaction
Ratio moyen de tendance
Ratio moyen de couverture

= Volume annuel échangé / nombre de séances
= Valeur annuelle échangée / nombre de séances
= Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
= Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
= Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
= Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Taux moyen de rotation
PER moyen du marché
Taux de rendement moyen
Taux de rentabilité moyen
Prime de risque du marché

= moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capital flottante)
= moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
= moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
= moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
= ((1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat)



BRVM - BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES
BRVM - Société Anonyme au capital de 1 067 040 000 CFA - RC (C) - ABJ - 1997 - B - 208435 - CC : 9819725 - E
Siège Social : Abidjan - CÔTE D'IVOIRE - Adresse : 18, Rue Joseph NGOMA (Rue des Banques) - Abidjan
Tél : +225 20 31 66 85 / 86, Fax : +225 20 32 66 84, Mail : brvm@brvm.org, Site Web : www.brvm.org

Etude

Les banques européennes toujours actives dans les paradis fiscaux

Malgré les révélations scandaleuses des Panama Papers ou encore des LuxLeaks, les pratiques fiscales visant à échapper à l'impôt persistent au sein même de l'UE.

Les banques européennes n'ont pas réduit leur présence dans les paradis fiscaux ces dernières années, malgré plusieurs scandales ayant révélé les pratiques douteuses des multinationales pour échapper à l'impôt, selon une étude publiée lundi par un bureau de recherche indépendant. Les principales banques européennes enregistrent chaque année 20 milliards d'euros, soit 14% de leurs bénéfices totaux, dans 17 territoires à la fiscalité particulièrement favorable, a calculé l'Observatoire européen de la fiscalité, qui est hébergé à l'Ecole d'économie de Paris. Ce pourcentage est resté stable depuis 2014. «Malgré l'importance croissante de ces questions dans le débat public et dans le monde politique, les banques européennes n'ont pas réduit de manière significative leur recours aux paradis fiscaux», affirme cet organisme qui est financé par la Commission européenne et dirigé par l'économiste français Gabriel Zucman, spécialiste de ces questions.

36 banques passées en revue

L'Observatoire a passé en revue les données publiées par 36 établissements financiers sur la période 2014-2020. Il identifie 17 Etats et territoires comme des destinations privilégiées, parmi lesquels les Bahamas, les Îles Vierges britanniques, les Îles Caïmans, Jersey et



• Quartier financier de Francfort. REUTERS

Guernesey, Gibraltar, Hong Kong, Macao, Panama ou encore les Etats membres de l'UE que sont Malte et le Luxembourg. «Les bénéfices comptabilisés dans les paradis fiscaux sont anormalement élevés: 238'000 euros par employé, contre 65'000 euros dans les autres pays. Cela suggère que les profits enregistrés dans les paradis fiscaux sont essentiellement déplacés depuis d'autres pays où a lieu la production de services», estiment les experts de l'Observatoire. Parmi les grandes banques, ils identifient HSBC comme la championne de ces pratiques. Plus de 62% de ses bénéfices avant impôt ont été comptabilisés dans des paradis fiscaux entre 2018 et 2020, contre 49,8% pour l'italienne Monte dei Paschi (BMPS) qui arrive en deuxième position. Standard Chartered (29,8%) complète le podium. Les allemandes Deutsche Bank et NordLB arrivent en 4e et 5e positions. Du côté des établissements français, Société Générale est la plus exposée, avec

13,8% de ses profits dans les paradis fiscaux, devant Crédit Agricole (11,5%) et BNP Paribas (6,9%). Mais les trois groupes ont réduit leur activité dans ces pays par rapport à la période 2014-2016, selon le bureau d'étude.

LuxLeaks et Panama Papers

Les scandales LuxLeaks, en 2014, puis Panama Papers ont placé le sujet de l'évasion fiscale sur le devant de la scène et provoqué un durcissement des obligations de transparence financière. Des négociations sont en cours à l'OCDE pour une imposition minimum des profits des multinationales afin de lutter contre les paradis fiscaux. L'Observatoire estime qu'un taux minimum de 15% sur les banques permettrait de générer 3 à 5 milliards d'euros de recettes supplémentaires pour les pays européens. Ces chiffres tripleraient pour atteindre 10 à 13 milliards avec un taux de 25%.

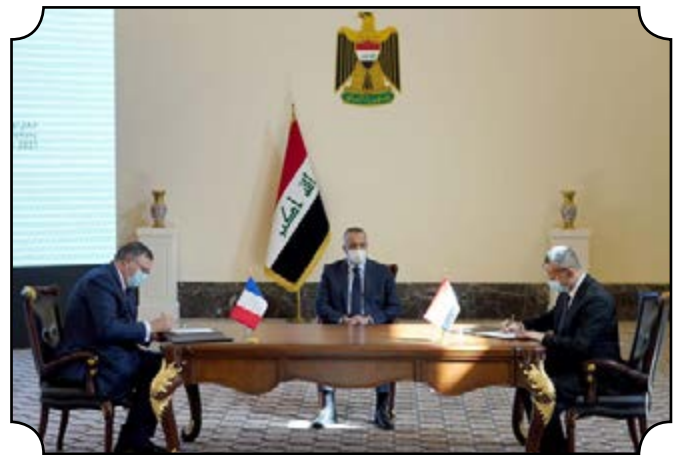
(AFP)

Énergies

TotalEnergies investit 10 milliards de dollars en Irak

De retour dans le pays qui l'a vu naître «en 1924», le groupe français TotalEnergies investit en faveur du développement durable.

Le groupe français TotalEnergies a salué lundi un «retour par la grande porte» en Irak avec un investissement qu'il a chiffré à environ 10 milliards de dollars (plus de 9,1 milliards de francs). Ce même contrat avait été évalué la veille à 27 milliards (près de 25 milliards de francs) par le gouvernement irakien, une différence qui s'explique par la prise en compte à terme de charges d'exploitation. Le PDG du groupe Patrick Pouyanné était dimanche à Bagdad pour parapher l'accord avec le gouvernement, qui doit durer 25 ans. Le ministre irakien du Pétrole Ihssan Ismaïl avait alors évoqué une valeur totale «de 27 milliards de dollars», dont un investissement de 10 milliards dans les infrastructures. «Quand le ministre dit 27 milliards, il s'agit du «Capex» (les dépenses d'investissement, ndlr) plus «l'Opex» (les dépenses d'exploitation)», avait précisé Patrick Pouyanné dimanche lors d'une conférence de presse. «Et l'Opex, ce sont des coûts, et nous avons des revenus pour financer» ces dépenses, avait-il ajouté. Lundi, TotalEnergies a confirmé dans un communiqué que ses projets en Irak représentaient «un investissement global d'environ 10 milliards de dollars», sans évoquer d'autres montants. «Ces accords signent notre retour en Irak par la grande porte, pays où



• Patrick Pouyanné était dimanche à Bagdad pour parapher l'accord avec le gouvernement. AFP PHOTO/HO/IRAQI PRIME MINISTER'S PRESS OFFICE

notre Compagnie est née en 1924», a déclaré M. Pouyanné, cité dans le communiqué. Le groupe va investir dans les installations «pour récupérer le gaz torché sur trois champs pétroliers» afin de générer de l'électricité (capacité initiale de 1,5 gigawatt, puis de 3 GW), et la construction d'une centrale électrique solaire de 1 GW de capacité pour fournir la région de Bassora (sud). Dans le détail, l'investissement couvre «la construction d'un réseau de collecte et d'unités de traitement de gaz», «la construction d'une unité de grande capacité de traitement d'eau de mer» (nécessaire pour l'extraction pétrolière), et la construction et l'opération de la centrale photovoltaïque. Avec pour objectif de développer «l'accès à l'électricité pour les populations locales grâce à un usage plus durable des ressources naturelles du

pays: réduction du brûlage du gaz, source de pollution de l'air et d'émissions de gaz à effet de serre, gestion de la ressource en eau, valorisation de l'énergie solaire».

Immenses réserves d'hydrocarbures

L'Irak dispose d'immenses réserves d'hydrocarbures. C'est le deuxième pays de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), et l'or noir représente plus de 90% de ses revenus. Mais il est confronté à une crise énergétique aiguë et connaît d'incessantes coupures d'électricité, qui alimentent le mécontentement social. Le pays a même connu un black-out de près d'une journée début juillet tandis que les températures frôlaient les 50 degrés.

(AFP)

Salvador

Une majorité de Salvadoriens opposés au bitcoin de cours légal

Dans une semaine, le bitcoin deviendra monnaie ayant cours légal au Salvador. Une nouveauté peu appréciée par les Salvadoriens, selon deux sondages.

Une forte majorité de Salvadoriens est opposée à la décision du président Nayib Bukele de faire du bitcoin une monnaie ayant cours légal à compter de mardi prochain, selon deux sondages publiés jeudi. «Environ sept Salvadoriens sur dix se sont déclarés être en désaccord, ou très en désaccord», a indiqué la prestigieuse Université jésuite UCA, qui a réalisé un de ces sondages entre le 13 et le 20 août auprès de 1281 personnes, avec une marge d'erreur de 2,7%. «82,8% (des Salvadoriens) n'ont aucune confiance ou peu de confiance dans le bitcoin, et

95,9%, soit un taux extrêmement haut, presque unanime, estiment que l'usage du bitcoin doit être volontaire», a commenté le recteur de l'UCA Andreu Oliva en présentant le sondage. Selon un autre sondage réalisé par le quotidien Prensa Grafica, 65,7% des sondés désapprouvent peu ou prou la légalisation du bitcoin.

Dynamiser l'économie

Le Parlement salvadorien, dominé de manière écrasante par les partisans du président Bukele, a voté en juin la loi qui fera du bitcoin une monnaie ayant cours légal au



Salvador. Une semaine avant l'entrée en vigueur, plusieurs centaines de personnes ont manifesté mercredi dans la capitale pour demander au Parlement de l'abroger. Cette mesure, selon le chef

de l'État, permettra de dynamiser l'économie du pays, dollarisée depuis vingt ans. Poursuivant la mise en œuvre de la réforme, le Parlement a approuvé mardi, à la demande du président Bukele,

qui jouit d'une immense popularité, la création d'un fonds de 150 millions de dollars (137 millions de francs) destiné à garantir la convertibilité automatique du bitcoin en dollars américains. Les autorités s'apprêtent à activer une application baptisée «Chivo» («Super», en langage familier) qui doit permettre de procéder à des paiements ou virements en bitcoin. Ses usagers se verront gratifier d'une prime équivalente à 30 dollars (27,5 francs) en bitcoin lors de l'adhésion à l'application. En outre, 200 distributeurs automatiques permettant d'échanger des bitcoin sont

en cours d'installation. Selon l'enquête de l'UCA, 65,2% des Salvadoriens ne souhaitent pas télécharger l'application et sont opposés au versement de la prime de 30 dollars sur les fonds publics. De même, 71,2% des sondés par l'université jésuite ont l'intention de continuer à utiliser exclusivement le dollar américain, seule monnaie légale du Salvador depuis vingt ans. 23,1% pensent utiliser indifféremment le dollar et le bitcoin tandis que seulement 3,7% ont déclaré leur intention d'utiliser exclusivement le bitcoin.

(AFP)

Rendez-vous économiques			
EVENEMENTS	DATE	LIEUX	ORGANISATEURS/CONTACTS
Rdc Business Forum29	29 au 30 juillet 2021	Kinshasa et en ligne	https://www.uneca.org/fr/events/central-africa/drc-business-forum
4e Conférence mondiale sur le teck	Du 23 au 26 août 2021	Accra, Ghana	www.worldteakconference2020.com infowtc2020@gmail.com
Benin Investment Forum	26 au 27 août 2021	Bénin	Néant
4e Conférence mondiale sur le teck	3 au 26 août 2021	Accra (Ghana)	tetra@itto.int
Salon international de l'industrie et de l'industrie du futur	7 au 10 septembre 2021	France	global-industrie.com
RDC-Afrique Business Forum	13 au 14 septembre 2021	Kinshasa et Virtuel	https://www.uneca.org/fr/events/central-africa/drc-business-forum
Conférence internationale dédiée aux moyens de paiement et aux services financiers	21 au 23 septembre 2021	Amsterdam, Pays-Bas	europe.money2020.com
Forum politique de la société civile	27 Septembre 2021	Virtuel	civilsociety@worldbank.org
Quatrième édition du Forum pour la résilience en Afrique	28 au 30 septembre 2021	Virtuel	Néant
Les Rencontres Africa	05 au 07 octobre 2021	Lomé, Togo	https://rencontresafrika.org/
Conférence économique africaine	2 au 4 décembre 2021	Cap Vert	https://www.africa.undp.org

HOROSCOPE finance

Bélier Vos finances ne connaîtront pas de variations notoires. Avec l'appui de la planète Pluton, elles se porteront de manière tout à fait satisfaisante. Vous serez convaincant dans vos négociations et transactions, faisant preuve parfois même d'un flair remarquable.

Taureau Pas de planète pour influencer votre secteur finances, qui sera donc dans l'ensemble sans histoire. Méfiez-vous toutefois de l'impact ambigu que pourra avoir Jupiter, qui risque de vous souffler, à vous qui êtes d'habitude assez raisonnable, des envies d'achats superflus.

Gémeaux Les influences astrales vous resteront encore assez favorables. Mais la chance pure vous tournera résolument le dos. Méfiez-vous donc de vos moments d'euphorie que vous distillera le climat lunaire de la journée, ceci afin de ne pas dépenser l'argent que vous n'aurez pas gagné aux jeux ou dans les spéculations.

Cancer Calme plat, semble-t-il, dans le secteur argent. Reste que Jupiter est par nature très favorable pour les questions financières. Vous pourrez donc compter sur une journée de chance.

Lion Jupiter, planète de chance, vous prodiguera sa bienveillante protection et vous offrira des possibilités financières amplifiées. Vous serez particulièrement habile dans vos transactions diverses. Une certaine chance aux jeux de bluff, tel le poker, vous sera accordée.

Vierge Une journée faste s'ouvre à vous dans le domaine matériel. Vous serez à la fois très confiant, audacieux, pour saisir au vol toutes les bonnes occasions, et aussi suffisamment prudent pour ne pas prendre de risques inutiles. Le résultat ne tardera pas à se faire sentir : vous multiplierez vos sous à vue d'oeil !

Balance Uranus formera quelques aspects négatifs. Il pourra donc provoquer quelques mauvaises surprises dans le domaine financier. Pour être sûr de vous en sortir, conservez des économies suffisantes et ne prenez aucune décision pécuniaire risquée.

Scorpion Les temps seront difficiles sur le plan pécuniaire. Vous devrez donc vous montrer extrêmement prudent. Evitez toute dépense superflue. Si vous avez des choix financiers importants à faire, entourez-vous de toutes les précautions nécessaires et prenez conseil auprès de spécialistes.

Sagittaire Avec le départ de Saturne de votre Ciel, vous pourrez reprendre confiance concernant votre vie matérielle. La période des vaches maigres est terminée, et vous devriez retrouver un niveau de vie plus satisfaisant. Vous pourrez rembourser vos dettes si vous avez dû emprunter.

Capricorne La planète Neptune pourra vous souffler des idées financières déraisonnables. Si vous avez envie de prendre des risques, demandez au moins l'avis de personnes compétentes. Vous pourrez alors faire des choix intéressants.

Verseau Prenez le taureau par les cornes et attaquez-vous rapidement à un problème financier qui commence à devenir sérieux. Plus vous attendrez, plus vous aurez des difficultés, ensuite, à trouver une solution avantageuse.

Poissons Neptune en aspect favorable vous incitera à consacrer le maximum de temps à la gestion de vos biens matériels. Méfiez-vous seulement des conseils d'un de vos proches.

du Togo

L'économiste

Premier Quotidien Economique du Togo- REC N°0602/11/12/19/HAAC

Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Email : leconomistetogo@gmail.com
Site web: www.leconomistedutogo.com
REC N°0602/11/12/19/HAAC
Adresse: AGOE Route de la cour d'Appel (derrière institut IPP)
Tél: 00228 97 25 84 84 Lomé, Togo

Administrateur Général

Léonard DOSSOU

Administrateur délégué

Anicet Carlos Oké

Directeur de publication

Komlan KPATIDE

00228 90 05 05 08

Rédacteur en chef

Joël YANCLO

00228 97 78 79 07

Chef d'édition

Yves K.ADJANOUVI

Rédacteurs

Nicole ESSO

Kodji GATOR JOE

Vivien ATAHPABEM

Junior OREDOLA

Bernard D. AFAWOUBO

Direction commerciale

Madjé Wellida AKUE

00228 97 25 84 84

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

Giséle NOUDAÏKPON

Imprimerie

J.C. Inter press

Tirage: 5000

**MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES
FINANCES ET DU DEVELOPPEMENT**

SECRETARIAT GENERAL

ECOLE NATIONALE DES DOUANES

DIRECTION GENERALE

**PERSONNE RESPONSABLE DES
MARCHES**

BURKINA FASO
Unité – Progrès – Justice

AVIS A MANIFESTATION D'INTERET

Ecole Nationale des Douanes

1. Avis à manifestation d'intérêt n°2021-02/MINEFID/SG/END/DG/PRM du 18 août 2021 en vue du recrutement d'un bureau d'étude pour réaliser des études techniques d'ingénierie pour la construction d'infrastructures au profit de l'Ecole Nationale des Douanes à Tanghin Dassouri dans la province du Kadiogo ;
2. Ces études seront financées par le budget de l'école nationale des douanes, gestion 2021 ;
3. Dans le cadre de l'exécution de son Plan de Passation des Marchés, gestion 2021, l'école nationale des douanes, lance un avis à manifestation d'intérêt en vue du recrutement d'un bureau d'étude pour la réalisation d'une étude d'ingénierie pour la construction des infrastructures de son nouveau site à Tanghin Dassouri. Cette étude va consister à :
 - réaliser des études techniques détaillées des différentes infrastructures énumérées dans les termes de référence ;
 - réaliser les études techniques d'ingénierie tout corps d'état (APD);
 - réaliser les plans d'exécution des ouvrages (PEO);
 - élaborer les spécifications techniques détaillées (STD);
 - élaborer en collaboration avec le cabinet d'architecture, les pièces écrites, les dossiers d'appel d'offres pour les travaux (DAO) ;
4. Le présent avis à manifestation d'intérêt est soumis aux dispositions du décret n° 2017-0049/PRES/PM/MINEFID du 1er février 2017 portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service publics.

Les candidats nationaux devront fournir un agrément technique dans le domaine de l'ingénierie, une attestation d'inscrits à l'Ordre des Ingénieurs en Génie Civil du Burkina Faso (OIGCB). et être en règle vis-à-vis de l'administration publique.

Pour les non nationaux, ils doivent fournir le certificat de non faillite et le registre de commerce en cours de validité.

Les bureaux d'étude seront évalués sur la base des critères ci-après :

- Le nombre d'année d'expérience ;
- les qualifications du bureau d'étude d'ingénierie ;
- les missions de nature et de complexité similaires pertinentes réalisées en matière d'étude d'ingénierie en génie civil au cours des cinq (05) dernières années ;

N.B :

- Joindre obligatoirement les copies des pages de garde et de signature des marchés et les attestations de bonne exécution ou rapports de validation délivrés par les autorités contractantes (l'État, les établissements publics de l'État, les collectivités territoriales, les sociétés d'État, les sociétés à participation publique majoritaire, les organismes de droit public),
 - Seuls les contrats de valeurs supérieures ou égales à cinquante millions (50 .000.000) francs CFA toutes taxes comprises seront pris en compte ;
 - En cas d'ex aequo, les candidats seront départagés sur la base de l'ancienneté.
5. Chaque candidat devra faire ressortir ses principales compétences, son organisation, son adresse complète (localisation, boîte postale, téléphone, fax, mail, etc) ;
 6. Une liste restreinte de six (06) bureaux, présentant au mieux les aptitudes requises pour exécuter les prestations sera établie. Ces bureaux pré sélectionnés seront ensuite invités à présenter leurs propositions technique et financière sur la base du dossier de demande de propositions qui leur sera remis par l'autorité contractante. Un candidat sera sélectionné suite à cette consultation selon la méthode de sélection basée sur la qualité –coût ;
 7. Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires au sujet du dossier à l'adresse ci-dessous : Personne Responsable des Marchés de l'Ecole Nationale des Douanes, sis à l'Avenue Dimdoloobsom à Dapoya, 01 BP 506 Ouagadougou 01 et aux heures suivantes : 8h00 mn à 16 heures ou appeler au (00226) 25 33 02 10 ;
 8. Les candidats peuvent s'associer pour renforcer leurs compétences respectives. Dans ce cas, les informations contenues dans le dossier porteront sur les différents membres du groupement en fournissant toutes les pièces exigées pour chaque membre ainsi que les expériences de chacun d'eux ;
 9. Les manifestations d'intérêt, accompagnées d'une lettre à manifestation d'intérêt précisant l'objet de la mission et adressée au Directeur Général de l'Ecole Nationale des Douanes doivent être déposées en trois (03) exemplaires dont un (01) original et deux (02) copies sous pli fermé au secrétariat de la Personne Responsable des Marchés de l'END ;
 10. Le délai d'exécution des prestations ne devrait pas excéder quatre (04) mois hors période de validation ;
 11. Les candidats intéressés sont invités à manifester leur intérêt pour la prestation décrite ci-dessus en fournissant les informations indiquant qu'ils sont qualifiés pour exécuter les prestations ;
 12. Les offres devront porter la mention suivante : « **AVIS A MANIFESTATION D'INTERET EN VUE DU RECRUTEMENT D'UN BUREAU D'ETUDE D'INGENIERIE POUR LA REALISATION D'ETUDES TECHNIQUES D'INGENIERIE DANS LE CADRE DE LA CONSTRUCTION D'INFRASTRUCTURES AU PROFIT DE L'ECOLE NATIONALE DES DOUANES A TANGHIN DASSOURI, PROVINCE DU KADIOGO** » ;
 13. Les candidatures qui ne parviendront pas aux heures et dates ci-dessus indiquées, seront purement et simplement rejetées. Les offres transmises par voie électronique ne seront pas acceptées. Toute candidature présentant plus d'une offre, seule ou en groupement sera purement et simplement rejetée ;
 14. Les plis seront ouverts en présence des représentants des candidats qui désirent participer à l'ouverture des plis à l'adresse ci-après : Salle de conférence de l'END au plus tard le **15 septembre 2021 à 9 heures 00 minutes temps universel** ;
 15. L'administration se réserve le droit de ne donner suite à tout ou partie de ce présent avis, de procéder à toute vérification jugée utile et toute fausse information sera traitée conformément aux textes en vigueur.

Ouagadougou, le 18 août 2021

La Personne Responsable des Marchés

Borri Jacques SAVADOGO

Métier de l'INTERNET**AfroElite Writer, la formation en rédaction web arrive**

Première formation en rédaction web dédiée à la communauté africaine, AfroElite Writer a lieu courant novembre 2021. La période d'inscription va du 15 septembre au 30 octobre 2021. Pour cette troisième cohorte une réduction exclusive de 20% est offerte à toute inscription qui a lieu avant le 15 septembre 2021. Course contre la montre !

● Joël YANCLO

Coaching personnalisé, accès à une communauté qualifiée, possibilité de souscrire à un suivi à court ou à long terme, attestation certifiée pour servir et valoir ce que de droit. Tels sont entre autres les avantages de la formation à venir en rédaction web, AfroElite Writer. Que l'on soit débutant ou déjà freelance, l'on a la possibilité à travers les différents modules inclus dans le programme de formation de comprendre tous les rouages de la rédaction web comme un expert. Sous la houlette de Odyssee TONOUKOUEN, écrivaine, experte en référencement naturel (SEO), Développeuse WordPress, Serial entrepreneur, les participants à AfroElite Writer ont l'opportunité de commencer à gagner leur vie immédiatement grâce aux divers partenariats. D'ailleurs, pour encourager une participation massive à AfroElite Writer, une réduction exclusive de 20% s'offre aux bénéficiaires qui vont s'inscrire à la formation. Le Rédacteur Web est en charge de la rédaction de contenus pour un ou plusieurs sites web. Ce métier relève tout d'abord de compétences linguistiques et d'une aisance d'écriture. Celui-ci peut être spécialisé sur un sujet d'expertise, ce qui lui donne une légitimité pour écrire des contenus par-



fois très spécifiques : cuisine, juridiction, RH, actualités ...

Pourquoi devenir rédacteur web ?

1,78 milliards, c'est le nombre de sites internet présents sur la toile en 2020. Il y a donc du travail, car, ce qui donne vie à un site internet, c'est le contenu. Aucune entreprise souhaitant développer efficacement sa présence en ligne ne peut se passer des services d'un rédacteur web. Tout le monde peut se lancer dans le secteur de la rédaction web. À condition, bien sûr, que la langue française ne soit plus un secret. On n'a pas vraiment besoin des tonnes de diplômes pour y arriver. Ce qui importe aux recruteurs, c'est l'expérience en rédaction web, la qualité de la plume et les spécialités (rien d'autre !). Que l'on soit étudiant, salarié ou fonctionnaire, il est possible

d'entamer une carrière dans le domaine de la rédaction web. Contrairement aux rumeurs, la rédaction web ne sert pas qu'à générer des revenus complémentaires. Il s'agit d'un métier à part entière, grâce auquel l'on peut véritablement gagner sa vie. En travaillant à domicile est l'avantage le plus apprécié de ce secteur d'activité. On n'oublie pas de mentionner toute la flexibilité tant au niveau de la réalisation du travail, qu'au niveau de la recherche de contrats. Il y a également la possibilité d'évoluer à son propre rythme. En réalité, c'est au rédacteur freelance de définir ses horaires de travail et donc de décider s'il doit travailler à temps plein ou à temps partiel. Tout dépend de la capacité d'adaptation et des objectifs financiers. Pour s'inscrire, se rendre sur <https://afroelitewriter.com/>

Plus que 49 places disponibles pour la formation AfroElite Writer !

Réservez la vôtre DÈS MAINTENANT sur notre site internet : afroelitewriter.com

20% de réduction avec le code promo : Dulait pour toute inscription avant le 15 septembre !

AfroElite Writer, L'arme du rédacteur web Africain

**Transports routiers au Togo****Le SICTO a un nouveau secrétaire général**

Le Syndicat Indépendant des Conducteurs du Togo (SICTO) a tenu son 1er congrès extraordinaire le vendredi 3 septembre 2021 à Lomé. Occasion pour les responsables de réfléchir sur les dispositions face à la pandémie et de renouveler le poste du secrétaire général dudit Syndicat.

● Bernard AFAWOUBO

Le premier congrès extraordinaire du Syndicat Indépendant des Conducteurs du Togo (SICTO) s'est tenu le vendredi 3 Septembre 2021 à Lomé. Placé sous le thème : « les conducteurs routiers face aux défis sanitaires imposés par la covid-19 », ce premier congrès extraordinaire du Syndicat Indépendant des Conducteurs du Togo a été un cadre propice pour les membres de réfléchir sur les dispositions face à la pandémie et de renouveler le poste du secrétaire général dudit Syndicat. Il sera également question pour les participants d'échanger sur les difficultés qui minent le secteur des transports routiers indépendants du Togo. Les travaux de ce congrès ont abouti à l'élection de Séyidou ADAM MOLLAH au poste du secré-



taire général du bureau national de 13 membres qu'il va présider pour un mandat de cinq renouvelable une seule fois. Après son élection au poste de secrétaire général du Syndicat, Adam-mollah Seydou, SG de SICTO. Le nouveau secrétaire général du Syndicat Indépendant des Conducteurs du Togo compte redynamiser ledit syndicat ceci dans l'union. Pour ce faire, Adam-mollah Seydou invite tous ses collaborateurs à travailler main dans la main pour relever les défis qui attendent l'organisation syndicale.

Au cours des cinq ans j'envisage travailler main dans la main avec les autres syndicats », a indiqué Adam-mollah Seydou, SG de SICTO. Le nouveau secrétaire général du Syndicat Indépendant des Conducteurs du Togo compte redynamiser ledit syndicat ceci dans l'union. Pour ce faire, Adam-mollah Seydou invite tous ses collaborateurs à travailler main dans la main pour relever les défis qui attendent l'organisation syndicale.

Covid-19**Vers un retour du couvre-feu au Togo ?**

L'augmentation des cas de contamination du coronavirus devient très inquiétante au Togo. Pour y remédier, la coordination nationale de gestion de la riposte à la Covid-19, songe de ramener certaines mesures restrictives dont le couvre-feu.

● Eyram AKAKPO

En conférence de presse le 1er septembre dernier à Lomé, le premier responsable de la coordination nationale de gestion de la riposte à la Covid-19, Pr. Djibril Mohaman, s'est plaint de la situation épidémiologique qui depuis quelques semaines est alarmante dans le pays. Pour le professeur, 1598 cas positifs ont été enregistrés dans la semaine du 30 août contre 1604 cas la semaine d'avant et 10 décès contre 5 la semaine dernière. Environ 1240 cas positifs ont été recensés dans cette semaine dans le grand Lomé sur les 1598 et le reste des contaminations est reparti dans les autres préfectures.



Afin de maîtriser la montée des cas, Djibril Mohaman invite les groupes mixtes de surveillance à intensifier la sensibilisation sur la réalité de la maladie en insistant sur le respect des mesures barrières et restrictives. Par ailleurs, le coordonnateur de la CNGR, pense qu'« en fonction de la progression des cas positifs, nous serions obligés de ramener certaines mesures prises au début de

la pandémie, notamment la fermeture des églises et mosquées, le bouclage des villes et des couvre-feux ». Face à cette augmentation de cas graves, le CHU Sylvanus Olympio de Lomé vient en appui au CHR Lomé-commune avec une dizaine de lits disponibles. « Nous avons actuellement une dizaine de malades ici. La situation est vraiment critique et illustre la dangerosité de cette pandémie », a déclaré le lieutenant-colonel Yawo Apélé Agbobli, directeur général du plus grand centre hospitalier du Togo. Il faut souligner que comme, dans plusieurs pays l'augmentation des cas est due à l'apparition de nouvel variant.

Baromètres Togo**Principaux pays partenaires**

Principaux clients (% des exportations)	2017
Burkina Faso	17,9%
Bénin	14,3%
Ghana	7,6%
Niger	6,4%
Inde	6,1%
Mali	5,7%
Côte d'Ivoire	5,5%
Nigéria	4,8
Emirats Arabes Unis	3,5%
Australie	3,2%%

Source : Comtrade, dernières données disponibles

Principaux fournisseurs (% des importations)

Principaux fournisseurs (% des importations)	2017
Chine	19,6%
France	10,8%
Japon	5,1%
Pays-Bas	5,0%
Ghana	4,1%
Inde	3,6%
Belgique	3,2%
Arabie Saoudite	3,2%
Allemagne	3,1%
Nigéria	3,0%

Source : Comtrade, dernières données disponibles

<https://import-export.societegenerale.fr/fr/fiche-pays/togo/indicateurs-croissance>

MARBRE - PIERRE - GRANITE

La morale de notre travail est la force
d'unir notre professionnalisme pour
satisfaire nos clients.

Travail professionnel de qualité

**LA MAIN DU MARBRE****WWW.LAMAINDUMARBRE.COM**

contact@lamaindumarbre.com

+228 918 943 13/921 408 56